

À BOUT DE SOUFFLE

Files d'attente records • Suppressions d'emplois • Services saturés

SOMMAIRE

P.2

Campagne IR
Service public
Victoire CGT

P.3

Bleu Blanc
Ruine
Suicides et
travail
Mira m'a tuer

P.4

Bigoudis
contre voyous
Défibrillateurs
Métro, boulot...
galère
SITE DU 13E

La période des vacances arrive à la DRFIP pour des collectifs de travail harassés. Jamais les conditions d'exercice de nos missions n'ont été aussi dégradées. Comment pourrait-il en être autrement avec la dernière loi de Finances si mal votée qui précise bien : il faut « maîtriser les coûts de gestion de la DGFIP au profit d'une efficacité accrue ». On peut constater à tous les niveaux que la Direction générale se montre zélée sur les économies attendues par cette loi de Finances.

Voilà notamment pourquoi en ce début d'année, chasse aux économies oblige, l'administration réclame des indus sur 2 années à environ 2 000 agent-es qui les auraient perçus en trop. Les rappels de l'administration sont brutaux et parfois très importants, pouvant aller jusqu'à plusieurs milliers d'euros par personne. Tout ceci au moment où les ministres maintiennent le gel du point d'indice. L'examen du budget 2026 de la DRFIP met en lumière les difficultés des administrations en période de « budget de guerre ». En effet, alors que nos collègues récupèrent souvent des ordinateurs « redéployés » abîmés, l'État dépense des milliards d'euros pour engraisser des fabricants d'armes, armes qui un jour ou l'autre tueront quelqu'un quelque part.

Mais les problèmes de nos services ne viennent pas que des manques de moyens budgétaires, ils viennent avant tout d'un manque de personnel lié aux suppressions d'emplois qui perdurent. Et, alors que les charges de travail ne cessent d'augmenter, les directions viennent rajouter des tâches aux collègues. Après les SIE dans le cadre de mise en place de la facturation électronique, c'est aux SIP qu'on a demandé en pleine campagne IR d'ajouter des permanences téléphoniques pour gérer les débordements des centres de contact. Mais « jusqu'où s'arrêteront-ils ? » (Coluche). Et notre directeur intérimaire intermittent (mais lui n'a pas de problème d'indemnités, lui) de se déclarer « surpris par les failles informatiques incessantes, par le nombre de tentatives de suicides à la DGFIP (sic !), comme à tous les échelons locaux et à la DG ». Ce triste sire devrait écouter les représentant-es des personnels (puisqu'il refuse de rencontrer directement les agent-es) et cesser de réfuter qu'il gouverne dans sa tour d'ivoire. Outre la situation à la DGFIP/DRFIP, ce journal fait aussi un focus sur la belle victoire des coiffeuses du boulevard de Strasbourg après plus de 2 mois de grève.

La CGT Finances publiques Paris vous souhaite à toutes et tous de bonnes vacances et vous donne rendez-vous pour une rentrée combative.

CAMPAGNE IR 2026 : LE SERVICE PUBLIC À BOUT DE SOUFFLE



SIP Paradis (9e-10e). Des files d'attente pouvant atteindre plusieurs heures durant la campagne IR 2026.

Deux heures d'attente pour entrer au SIP Paradis (Xe). Jusqu'à trois heures au SIP Argonne (XIXe). Des usager-es présents avant la fermeture sans aucune garantie d'être reçus. Voilà le véritable bilan de la campagne déclarative 2026 à Paris. Partout, le constat est le même : les files d'attente se sont allongées et les tensions se sont multipliées. Cette situation n'est pas le fruit du hasard. Cette politique a pour conséquence directe : une politique qui réduit l'accueil physique, supprime des emplois et demande toujours plus à des fonctionnaires déjà sous pression. Pour autant, les collègues ont tenu. Ils et elles ont accueilli, renseigné, rassuré et parfois absorbé la colère d'usager-es confrontés à des délais d'attente inacceptables. Si la campagne ne s'est pas transformée en chaos complet, c'est avant tout grâce à notre professionnalisme, notre conscience du service public et notre engagement quotidien. Mais un service public ne peut pas reposer durablement sur la seule bonne volonté des agent-es. Derrière les discours sur la modernisation et le tout-numérique, la réalité reste celle de services saturés et de personnels qui compensent, au prix de leur énergie et parfois de leur santé, les insuffisances de l'organisation. Depuis plusieurs années, la CGT Finances Publiques Paris combat cette politique. La campagne 2026 confirme une nouvelle fois que le service public a besoin d'effectifs, de moyens et d'accueils ouverts au public.

Face à l'entêtement de la direction qui poursuit la fermeture des SIP des Meuniers (12e), de Tolbiac (13e) et de l'Argonne (19e), des questions demeurent : où iront les milliers d'usager-es aujourd'hui accueillis dans ces services ? Comment ces flux supplémentaires seront-ils absorbés par des accueils déjà saturés et des équipes déjà sous tension ? À ce jour, la direction n'apporte aucune réponse crédible. Une chose est sûre : la campagne IR 2026 n'a sans doute pas marqué le point culminant de cette politique. Elle pourrait bien n'en avoir été que l'avant-goût amer.

CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC ?

La continuité du service public signifie que les contribuables doivent pouvoir accéder effectivement au service lorsqu'il est annoncé comme ouvert. Or, lorsque les files d'attente atteignent deux ou trois heures et que des contribuables présents avant l'heure de fermeture ne sont plus certains d'être reçus, ce principe est directement attaqué. L'ouverture théorique d'un accueil ne suffit pas. Encore faut-il que les moyens humains permettent aux usager-es d'accéder réellement au service public auquel ils ont droit.

VICTOIRE CGT : LES AVIS REVIENNENT À L'ACCUEIL

Après près de deux ans de mobilisation de la CGT, la direction a dû abandonner une mesure folle qui compliquait les démarches des usager-es. Pour la campagne IR 2026, les avis d'imposition ont de nouveau pu être remis immédiatement à l'accueil. Une victoire concrète pour les usager-es comme pour les agent-es.

BLEU BLANC RUINE

Tout doit désormais s'appeler « France ». À mesure que tout ce qui faisait tenir ce pays est démantelé, le pouvoir recolle du bleu-blanc-rouge sur les ruines. France Travail pour gérer le chômage structurel. France Services parce qu'il n'y a plus assez de services publics. Maison France Autonomie pour organiser la dépendance sous un nom rassurant. Et demain peut-être France Impôts, France Contrôle, France Galère ou France Fin du Mois. On appréciera cette maîtrise éhontée de l'antiphrase.

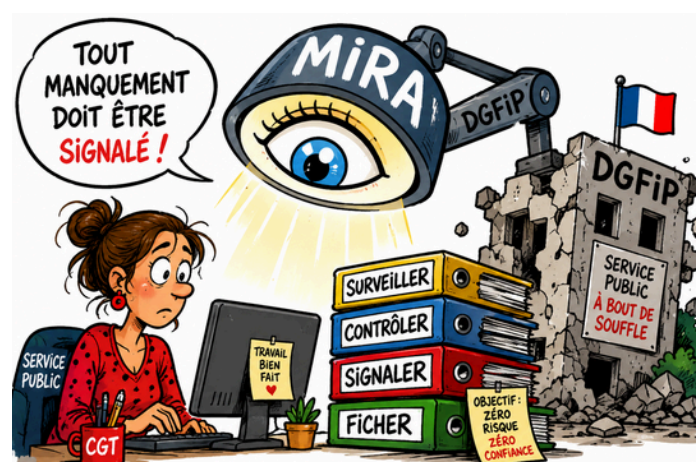
À ce titre, "notre" dernier porte-avions sera baptisé « France Libre ». Libre de quoi exactement ? Libre de son industrie ? Libre de sa souveraineté énergétique ? Libre de ses hôpitaux ? Libre de ses services publics ? Dans cette logique, on pourrait rebaptiser EDF « France Découpage », l'hôpital public « France Brancard », et la Fonction publique « France Débrouille ». Car pendant qu'on colle « France » partout comme un autocollant patriotique sur une vitrine vide, on démonte méthodiquement ce qui faisait encore tenir le pays : EDF, la Sécurité sociale, le statut de la Fonction publique, les

SUICIDES ET TRAVAIL

À chaque drame, la même rhétorique directionnelle revient : « causes personnelles », « fragilité individuelle », « problèmes privés ». Comme si le travail s'arrêtait à la porte du bureau. Comme si passer la plus grande partie de sa vie dans une organisation n'avait aucun effet sur les êtres humains. Pourtant, depuis Émile Durkheim jusqu'aux travaux contemporains de la psychologie du travail, les recherches montrent que les causes d'un suicide ne sont jamais uniquement individuelles. Lorsque disparaissent les solidarités, la reconnaissance, le sens du métier et la possibilité de bien faire son travail, la souffrance progresse. Beaucoup de travailleurs souffrent moins de la quantité de travail que de l'impossibilité permanente de travailler correctement. À la DRFiP de Paris, ces questions ne peuvent plus être écartées d'un revers de main. Réorganisations incessantes, suppressions d'emplois, délocalisations, pression des indicateurs chiffrés, perte de maîtrise des missions, éloignement du service public réel, sentiment d'absurdité bureaucratique : tout cela produit des effets humains bien réels. Les agent·es ne sont pas des machines administratives. Lorsque le sens du métier disparaît et que la pression devient permanente, il est irresponsable de prétendre que l'organisation du travail ne joue aucun rôle. Nommer ces réalités, ce n'est pas instrumentaliser les drames. C'est refuser le déni.

grands monopoles publics, ... tout cet héritage né du rapport de force de l'après-guerre, conquis de nos anciens.nes.

A la vérité, ce pouvoir ne gouverne plus : il fait du "rebranding" comme une vulgaire multinationale qui a pour unique objectif de lutter contre la baisse tendancielle de son taux de profit. Quand les politiques néolibérales produisent colère sociale, déclassement et destruction des solidarités, on change les logos, les slogans et les appellations pour masquer les conséquences d'un système qu'on continue pourtant d'appliquer avec acharnement.



MIRA M'A TUER

Le message d'Amélie Verdier sur Ulysse marque un tournant inquiétant : celui d'une communication fondée sur la peur et la suspicion. Derrière les mots d'« exemplarité » et d'« intégrité », la DGFIP installe l'idée que tout manquement doit être signalé et que chaque agent·e peut devenir le contrôleur de son collègue. Mais cet empressement à traquer les manquements individuels contraste avec le silence observé face aux difficultés qui frappent nos services : suppressions d'emplois, surcharge de travail, fermetures de sites et dégradation continue des conditions d'exercice de nos missions. Voilà la véritable faute politique : exiger toujours plus d'exemplarité de collègues déjà à bout tout en accompagnant l'affaiblissement continu de la DGFIP. Rappelons que le Contrat d'Objectifs et de Moyens 2023-2027, feuille de route de la DGFIP, promettait une « année blanche » sur les suppressions d'emplois en 2025. Dès lors, comment accorder du crédit à une direction dont les engagements sur les effectifs sont eux-mêmes abandonnés ?

BIGOUDIS CONTRE VOYOUS

Soixante-dix-huit jours. Soixante-dix-huit jours de grève et d'occupation pour faire respecter des droits que beaucoup considèrent comme élémentaires : être payé pour son travail, bénéficier de congés, travailler dans des conditions dignes et ne plus subir l'arbitraire d'un patron. Au 65 boulevard de Strasbourg, des coiffeuses, coiffeurs et barbiers dénonçaient depuis des mois des salaires impayés, des horaires à rallonge et des pratiques d'exploitation rendues possibles par la précarité administrative de plusieurs salariées. Certaines ont même dû verser de l'argent pour obtenir les documents nécessaires à leur régularisation. Face à eux, il y avait l'argent, la peur et la vulnérabilité. Face à cela, ils ont opposé la grève, l'occupation et la solidarité. Pendant soixante-dix-huit jours, habitants, syndicalistes et soutiens de tous horizons sont venus renforcer leur combat. La victoire est aujourd'hui bien réelle. Les salariées ont obtenu des titres de séjour en tant que victimes potentielles de traite d'êtres humains et la justice poursuit désormais son travail. Cette victoire dépasse largement les murs d'un salon de coiffure. Elle rappelle une vérité simple : lorsque les travailleurs s'organisent collectivement, même les plus précaires peuvent faire reculer l'exploitation.



MÉTRO, BOULOT... GALÈRE

Cet été encore, les travaux RATP vont transformer une partie des trajets domicile-travail en véritable parcours du combattant. Plusieurs lignes seront fortement perturbées ou partiellement fermées en juillet-août, notamment les lignes 4, 8, 12 et 13, avec des interruptions, terminus provisoires et bus de remplacement. La CGT a exigé qu'une consigne claire de bienveillance soit adressée aux chef-fes de service concernant retards, difficultés de transport et organisation du travail. Si la direction a abondé dans notre sens, nous savons que trop souvent, les consignes favorables aux agent-es restent bloquées dans les tuyaux hiérarchiques. La CGT revendique qu'en cas de perturbations importantes des transports, des facilités horaires et organisationnelles soient accordées automatiquement aux agent-es, sans dépendre du bon vouloir local des encadrant-es.

DÉFIBRILLATEUR, MON AMI

Après tant d'années d'interventions des représentantes du personnel, des défibrillateurs vont enfin être installés dans les services de la DRFiP. Le coût total de l'opération s'élève à 15 000 euros, financés conjointement par la direction et la Formation spécialisée (instance où siègent les représentantes du personnel élu-es chargée des questions de santé, de sécurité et de conditions de travail). Face à un arrêt cardiaque, les premières minutes peuvent faire la différence entre la vie et la mort. Dans des bâtiments qui accueillent chaque jour des centaines d'agent-es et d'usager-es, la présence d'un défibrillateur devrait relever de l'évidence. Cette évidence aura pourtant mis des années à s'imposer. Certaines économies coûtent parfois beaucoup plus cher que ce qu'elles rapportent.

CGT
FINANCES PUBLIQUES
PARIS

 16 rue Notre-Dame-des-Victoires
75002 Paris

 cgt.drflip75@dgfip.finances.gouv.fr

 www.cgtgdgip75.org

 01 44 50 46 71

 Facebook : CGT Finances Publiques 75



ADHERER



FERMER LE SIP ? FAITES LA QUEUE POUR COMPRENDRE



CGT Finances Publiques Paris

Dès 8 heures, avant même le début du rassemblement, la démonstration était faite : une file d'attente impressionnante serpentait déjà devant le SIP du 13e. Une scène devenue habituelle qui rappelle une évidence : les usager-es ont besoin d'un accueil de proximité. C'est pourtant ce site que la DRFiP prévoit de fermer début 2027. À l'appel de l'intersyndicale parisienne (CGT, Solidaires, FO), agent-es, usager-es et élu-es se sont rassemblés pour dénoncer ce nouveau recul du service public. Tout au long de la matinée, la pétition contre la fermeture a recueilli de nombreuses signatures, témoignant de l'attachement des contribuables à leur SIP. La mobilisation a également reçu le soutien de plusieurs élu-es, parmi lesquels Christophe Prudhomme, Sandrine Rousseau et Danielle Simonnet. La file d'attente du 12 juin a apporté le plus convaincant des arguments : le SIP du 13e est utile, fréquenté et nécessaire. La direction doit renoncer à sa fermeture.